

l'hebdo
des socialistes

LUTTER CONTRE UN BUDGET d'injustice sociale



© Mathieu Delmeestre

Le Parti socialiste a soutenu les manifestations de fonctionnaires organisées mardi 10 octobre. Pour la première fois depuis dix ans, tous les grands syndicats de la fonction publique (CFDT, CGT, FO, Unsa, FSU) appelaient à protester contre les mesures du gouvernement d'Édouard Philippe défavorables à 5 millions de fonctionnaires : changement de règle sur la CSG, retour du jour de carence en cas d'arrêt maladie, gel du point d'indice, suppression de 120 000 postes durant le quinquennat. Autant de mesures qui touchent les principaux intéressés mais qui auront aussi des conséquences sur les services publics pour tous les Français.

Pour Rachid Temal, coordinateur du Parti socialiste, « nous sommes à un moment important, peut-être même à un tournant du quinquennat ». Car petit à

petit, toutes les mesures annoncées par le gouvernement – baisse des APL, des dotations, des budgets de la politique de la ville etc – dressent « *le même tableau, celui du budget 2018 : un budget d'injustice sociale* ».

Le Parti socialiste appelle notamment à supprimer la baisse des APL. En effet, « *comment accepter qu'aujourd'hui, alors que l'économie va mieux, les Français les moins aisés sont matraqués, via notamment la baisse des APL, tandis que les propriétaires de yacht n'ont plus à payer l'ISF dessus ?* » s'interroge Rachid Temal, qui ajoute : « *Les masques sont tombés, le budget frappe les plus modestes, les collectivités, les associations, c'est le plus grand plan social de ces dernières années* ».

UN COLLECTIF DE SOLIDARITÉ AVEC LES EMPLOIS AIDÉS



© Mathieu Delmestre

La suppression massive des emplois aidés annoncée par le gouvernement aura un effet : tuer le service public local. L'opération «ville morte» lancée le 18 septembre à Hirson puis dans d'autres villes et villages visait à démontrer, par l'exemple, ce que sera, demain, une ville, un village sans service public. Partout, la mobilisation fut au rendez-vous. Grâce au socialisme municipal, le PS demeure ancré dans les territoires. Au-delà, les élus locaux – quelle que soit leur tendance politique – sont en attente d'une expression nationale de leur colère et de leur désarroi. Colère et désarroi, ferments du national populisme développé dans le pays.

Le combat en faveur des contrats d'utilité publique n'est pas la traduction d'un égoïsme municipal. Il est l'expression d'une opposition responsable, efficace face à l'injustice sociale et territoriale, face à une fracture sociale plus douloureuse que celle que Jacques Chirac voulait réduire en 1995. Dire à ces hommes et à ces femmes, qu'ils coûtent chers avec leurs 680€ mensuels, c'est afficher beaucoup de mépris pour ces petites fourmis de la croissance dont l'indemnité est intégralement réinjectée dans l'économie locale. Dans le pays, ces milliers de sacrifiés attendent que des voix portent la leur. Voilà pourquoi le Parti socialiste propose de constituer un collectif intitulé «Dignité et solidarité avec les emplois aidés», élargi et ouvert aux associations d'élus et responsables associatifs de progrès.

Dans nombre de communes, dans chaque département, des initiatives sont prises pour défendre les emplois d'utilité publique, les associations et les collectivités locales en même temps que leur autonomie et leur existence. Ce mouvement doit maintenant revêtir une dimension nationale.

28 000 PERSONNES CONCERNÉES

Jean-Jacques Thomas, est le responsable de ce collectif et maire d'Hirson, «ville ouvrière d'un peu moins de 10 000 habitants dans l'Aisne, à la frontière belge». Dans son département, chaque année, la Banque alimentaire «distribue en moyenne 1 600 tonnes de denrées, soit l'équivalent de 3 200 000 repas dans les banques alimentaires locales, aux restos du Cœur,

dans les épiceries solidaires». Or, cette association caritative bénéficiait de trois emplois aidés qui ont tous les trois été supprimés. «Pour un total de 17 382 euros, le coût pour l'État de ces emplois aidés, vous avez 3 200 000 repas qui ne seront plus distribués», s'insurge Jean-Jacques Thomas.

Pour le maire d'Hirson, cette décision est «comme une série d'ouragans qui tombent sur les villes, sur les villages, sur les communes, sur les associations». Cela concerne au total près de 28 000 personnes, «imaginez qu'une entreprise française engage un plan social avec autant de licenciés, l'ensemble du pays serait dans la rue». Mais cette dissémination des emplois partout en France fait que «le gouvernement joue le pourrissement».

«DÉSESPÉRANCE»

Jamais en France une telle situation n'avait eu lieu. «Le jeudi 31 septembre, nous avons dû, je l'ai fait moi même, convoquer des hommes et des femmes de 59 ans, certains reconnus travailleurs handicapés, pour leur dire que c'était fini, qu'à 16h30, 17h ils ne feraient plus partie du personnel. Non pas parce qu'il n'y avait pas de travail. Non pas parce que la ville n'avait pas les moyens de les rémunérer, mais simplement parce que le gouvernement a décidé de supprimer 28 000 emplois aidés.»

Ces hommes et ces femmes sont aujourd'hui «en totale désespérance». Ce désespoir et cette colère servent de ferment à la montée du national-populisme. Et l'élus de dénoncer «le mépris des élus locaux» de la part du gouvernement et le manque de parole de l'État.

C'est pour porter la voix de ces personnes et de ces collectivités que «nous avons décidé de créer le collectif «Dignité et solidarité pour les emplois aidés.» Quand on dit que cela coûte cher, 2,4 milliards d'euros, je rappelle que le coût pour l'État de la réforme de l'ISF est de 4,5 milliards d'euros». Les bénéficiaires des emplois aidés sont pourtant ceux qui réinjectent tous leurs revenus dans l'économie. L'an dernier les 60 000 emplois aidés avaient permis la création de 20 000 emplois dans le public et le privé.

CATALOGNE : LE PS PLAIDE POUR LA NÉGOCIATION

En Catalogne, la situation politique est toujours extrêmement tendue. Suite au référendum interdit par le pouvoir central, Carlos Puigdemont, président séparatiste de la Catalogne, a affirmé devant le Parlement local que la région avait « gagné le droit d'être un État indépendant ». Mais il a toutefois suspendu le processus, en ne déclarant pas encore l'indépendance, afin de reprendre les négociations avec Madrid. Le gouvernement de Mariano Rajoy, menaçait lui d'utiliser l'article 155 de la Constitution, qui lui permet de suspendre l'autonomie d'une région en cas de force majeure.

Depuis le début de la crise, les socialistes plaident pour une négociation. Le Parti socialiste a condamné les nombreuses violences entraînant des centaines de blessés lors de heurts avec les policiers anti-émeute le jour du vote. Toutefois, « le nationalisme du gouvernement catalan ne peut pas continuer d'avancer à marche forcée vers son autodétermination et le gouvernement central madrilène du Parti populaire au pouvoir ne peut persister durablement sur une ligne d'intransigeance totale ».

SOLUTION NÉGOCIÉE

Le Parti socialiste soutient de fait le PSOE qui, y compris dans sa composante catalane, demande à ce qu'une solution négociée entre toutes les parties soit trouvée. C'est le seul chemin pour sortir d'une situation qui, depuis 2010 et les premières grandes manifestations indépendantistes n'a cessé de se dégrader.



© Christian Mirelli/NurPhoto

Avant même le discours de Carlos Puigdemont, Pedro Sanchez secrétaire général du PSOE et chef de file de l'opposition au gouvernement conservateur avait prévenu : « Nous appuierons la réponse de l'État de droit face à toute tentative visant à rompre l'harmonie sociale ». Il avait également demandé au chef du gouvernement séparatiste catalan de renoncer à la déclaration d'indépendance.

CRAINTE EN EUROPE

De son côté, l'Union européenne tempore. Une Catalogne indépendante sortirait de facto de l'UE et devrait candidater pour y rentrer. Après le Brexit, les conséquences d'une nouvelle défection pourraient être dramatiques. Et ce d'abord pour les Catalans qui payeraient

économiquement au prix fort leur sortie du marché commun.

Le Président du Conseil européen Donald Tusk a lancé un appel à Carlos Puigdemont : « Aujourd'hui, c'est à vous que je demande de respecter, dans vos intentions, l'ordre constitutionnel et de ne pas annoncer de décision qui rendrait ce dialogue impossible. Les conséquences en seraient mauvaises pour la Catalogne, pour l'Espagne et pour toute l'Europe. Cherchons toujours ce qui nous unit, et non ce qui nous divise. » Il avait auparavant demandé à Mariano Rajoy « de chercher une solution au problème sans faire usage de la force, d'utiliser le dialogue, car la force de l'argument est toujours meilleur que l'argument de la force ».

PROJET DE LOI « HYDROCARBURE » LE PARTI SOCIALISTE SALUE L'ADOPTION D'UN TEXTE AMÉLIORÉ PAR LES DÉBATS PARLEMENTAIRES

Le Parti socialiste se félicite de l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi relatif à la fin de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures en France et salue le travail des députés socialistes qui ont largement contribué à l'enrichir à travers leurs amendements en commission et en séance publique.

Ce texte s'inscrit dans la continuité de la loi « de transition énergétique pour la croissance verte » de 2015 et de l'accord sur le climat adopté en décembre 2015 à Paris. Il met en cohérence notre ambition avec les recommandations du GIEC qui prescrivent de conserver 80% des hydrocarbures dans le sous-sol pour lutter contre le réchauffement climatique.

Mettant fin à un vide juridique, il permettra d'éviter la multiplication des dossiers de contentieux qui coûtaient cher aux contribuables et apportera des réponses claires aux élus et aux habitants des territoires concernés.

ACCOMPAGNER LA TRANSITION

Ce projet de loi se fixe pour horizon 2040, c'est-à-dire qu'il faut dès à présent engager le travail pour accompagner la transition des territoires dans lesquels des entreprises et des emplois sont, directement ou indirectement, liés aux filières pétrolières. C'est pourquoi nous veillerons à la mise en place des

contrats de transition écologiques et solidaires.

Ces 22 ans devront aussi être utiles pour remédier à certaines ambiguïtés qui subsistent dans le texte, que l'on pense à l'inscription de l'objectif « neutralité carbone » à l'horizon 2050, que nous avons proposé par amendement mais que le gouvernement a repoussé ou encore à la définition des techniques non conventionnelles. Nous serons enfin attentifs à la réforme du code minier, promis par le ministre Nicolas Hulot, et que nous avons engagée dans la précédente législature.

UN BUDGET POUR LES RICHES, UN CONTRE-BUDGET POUR TOUS

Une loi de finances pour les riches, voilà le projet du gouvernement de droite et en même temps de droite d'Emmanuel Macron.

C'est Robin des Bois à l'envers : faire payer les pauvres pour donner aux riches ! Nous nous y opposons et nous proposons une alternative de justice.

POUR UNE DÉFENSE DE LA JUSTICE FISCALE ET SOCIALE

Nicolas Sarkozy avait offert un « bouclier fiscal » d'1 milliard d'euros aux ménages les plus riches. Aujourd'hui, « l'armure fiscale » d'Emmanuel Macron leur permettra d'économiser jusqu'à 8 milliards !

➤ Avec la suppression de l'ISF et l'augmentation de la CSG sans baisse de cotisation pour les retraités :

Emmanuel Macron fait payer à 8 millions de personnes, les économies des 170 000 foyers les plus riches.



**POUR LA JUSTICE FISCALE,
LES DÉPUTÉS SOCIALISTES
PROPOSENT**

le maintien de l'ISF.

➤ Avec la baisse des APL de 5€ par mois, l'augmentation du forfait journalier de 2€ et la baisse de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant :

Ce sont autant de coups portés à notre système de solidarité et au pouvoir d'achat des ménages.



**POUR LA JUSTICE SOCIALE,
LES DÉPUTÉS SOCIALISTES
PROPOSENT**

la suppression de ces mesures, mais aussi le doublement du chèque énergie pour les revenus les plus modestes.

➤ Avec la création du Prélèvement forfaitaire unique, les revenus du capital ne seront plus imposés qu'à 12,8% contre 14% pour la 1^{ère} tranche de l'impôt sur le revenu :

Le gouvernement privilégie la rente au travail. Un ménage gagnant moins de 27 000€ payera proportionnellement plus d'impôt sur le revenu qu'un milliardaire vendant ses actions.



**POUR L'ÉGALITÉ DEVANT L'IMPÔT,
LES DÉPUTÉS SOCIALISTES
PROPOSENT**

la suppression du prélèvement forfaitaire unique et le renforcement de la progressivité de la taxation sur le capital.

UN BUDGET QUI MENACE LES SERVICES PUBLICS ET LA JUSTICE TERRITORIALE, UN CONTRE-BUDGET QUI LES PROTÈGE

Parce que les services publics sont le bien commun de tous les Français, nous nous opposons à leur remise en cause. Nous devons tous, sur tous les territoires, avoir droit aux mêmes services !

➤ Avec le grand plan social du gouvernement qui prévoit la suppression de 120 000 emplois aidés et de 120 000 fonctionnaires :

Ce sont tous les services de proximité qui seront gravement affaiblis, ce sont 240 000 personnes qui assurent des missions essentielles à la vie de tous les Français qui seront demain sans emplois et ce sont les collectivités locales et les associations qui seront les premières touchées.



**POUR EMPÊCHER LA DISPARITION
DE NOS SERVICES PUBLICS,
LES DÉPUTÉS SOCIALISTES
PROPOSENT**

de maintenir à 430 000 le nombre d'emplois aidés et de se mobiliser pour la défense des agents des services publics.

➤ Avec la ponction massive de 1,4 milliard d'euros réclamée aux bailleurs sociaux, les demandeurs de logement et les locataires seront les premières victimes :

Ce sera moins d'entretien des HLM existants et moins de nouveaux logement sociaux !



**POUR AGIR VÉRITABLEMENT
POUR LE LOGEMENT,
LES DÉPUTÉS SOCIALISTES
PROPOSENT**

de réévaluer l'effort financier demandé aux bailleurs sociaux et d'appliquer un « malus » pour les bailleurs peu scrupuleux.

➤ Avec la suppression du fonds d'urgence départemental, l'oubli de la dotation pour la nouvelle compétence économique des régions, l'annulation de la réforme de la dotation globale de fonctionnement :

Le gouvernement renforce les inégalités entre les territoires !



**POUR RÉTABLIR LES MÊMES
SERVICES PUBLICS PARTOUT,
LES DÉPUTÉS SOCIALISTES
PROPOSENT**

de mieux partager les richesses entre les collectivités par l'augmentation des dotations de solidarité et le rétablissement du fonds d'urgence départemental.

UN CONTRE-BUDGET JUSTE ET ÉQUILIBRÉ, UN CONTRE-BUDGET POUR NOUS PROTÉGER

Les parlementaires socialistes du groupe Nouvelle Gauche prouvent qu'une autre voie est possible. Ils sont les seuls en capacité de proposer un budget équilibré tant sur le plan financier que sur le plan social, respectant l'objectif de déficit public rabaissé à 2,7%, comme les socialistes s'y sont engagés depuis 2012.